



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan  
34, rue Jules Legrand  
56100 Lorient

Lorient, le 28/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SATS - GROUPE METALIA**

ZA de la Noé des Grées  
B.P. 49  
56430 Saint-Léry

Références : JPLP/VLF/E/2024  
Code AIOT : 0005502048

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/06/2024 dans l'établissement SATS - GROUPE METALIA implanté ZA de la Noé des Grées B.P. 49 - 56430 Saint-Léry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrivait dans le cadre du redémarrage de l'installation, suite à l'explosion de gaz survenue le 24 mai 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SATS - GROUPE METALIA
- ZA de la Noé des Grées B.P. 49 56430 Saint-Léry
- Code AIOT : 0005502048
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site SATS de Saint-Léry exploité sous le régime de l'Autorisation, par arrêté du 25 octobre 2010, est un site dédié à la rénovation et à la ré-épreuve de bouteilles et de citernes de gaz. Il se trouve sur la route départementale reliant Mauron à Saint-Léry. Les activités classées concernent le travail mécanique et le décapage des métaux, la métallisation, la peinture, le traitement de surface et le remplissage des bouteilles par du gaz inflammable liquéfié.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | APMU du 25/05/24  | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 2   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                            | 7 jours               |
| 2  | APMU du 25/05/24  | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 3   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 1 mois                |
| 4  | APMU du 25/05/24  | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.2 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                            | 1 mois                |
| 5  | APMU du 25/05/24  | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.3 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                            | 7 jours               |

| N° | Point de contrôle                               | Référence réglementaire                            | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 6  | APMU du 25/05/24                                | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.4 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 7 jours               |
| 7  | APMU du 25/05/24                                | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 5   | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 8  | Situation administrative                        | Arrêté Préfectoral du 25/10/2012, article 1.2.1    | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 9  | Conformité au dossier de demande d'autorisation | Arrêté Préfectoral du 26/10/2010, article 1.3.1    | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 7 jours               |
| 10 | Auto-surveillance                               | Arrêté Préfectoral du 26/10/2010, article 9.2.1    | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 7 jours               |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                            | Autre information |
|----|-------------------|----------------------------------------------------|-------------------|
| 3  | APMU du 25/05/24  | AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas un certain nombre de dispositions de son arrêté d'urgence, suite à l'explosion survenue sur son site le 24 mai 2024. La visite, objet du présent rapport, a permis de constater que les mesures prises par l'exploitant ne sont pas satisfaisantes.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMU du 25/05/24

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Restriction d'activité                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La reprise des activités des installations est subordonnée à un résultat satisfaisant aux essais demandés au 3 ou à la mise en place des mesures palliatives prévues au même article.<br>Dans l'attente, les activités relevant des installations classées et/ou susceptibles d'être à l'origine d'un risque sont suspendues. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'inspection considère que les mesures palliatives sont insuffisantes pour assurer une reprise des activités du site en toute sécurité (voir constats suivants).                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 7 jours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><u>3.1 Levée de doute</u><br>Dans les meilleurs délais, l'exploitant procède à un examen des installations représentant un risque immédiat et met en place les mesures nécessaires pour prévenir les risques d'accident, de pollution ou de nuisance dans l'attente de leur sécurisation complète.<br>En cas de suspicion de reprise du sinistre ou de sur-accident, l'exploitant en informe sans délai les services de secours et le préfet.<br><br><u>3.2 Surveillance</u><br>Une clôture efficace garantit que seules les personnes autorisées par l'exploitant ont accès au site et aux zones dangereuses ou rendues dangereuses par le sinistre. Dans le cas contraire, un gardiennage dont les modalités sont décrites par l'exploitant permet d'atteindre le même résultat. Sur la base des constats faits en application du 2, l'exploitant définit et met en place une surveillance renforcée des équipements dégradés par le sinistre, notamment pour détecter au plus tôt toute nouvelle fuite, risque d'incendie ou explosion ou tout début d'affaissement des sols ou de structures.<br>L'exploitant met également en place une surveillance aux fins de s'assurer de l'absence de poches de gaz résiduelles dans les réseaux non dédiés dont le pluvial et à proximité de ses installations.<br><br><u>3.3 Évacuation des produits</u><br>L'ensemble des produits dangereux ou susceptibles d'entraîner une pollution dont les contenants ou les dispositifs de sécurité associés (rétentions, détecteurs, structure porteuse ...) ont été dégradés ou ont pu être dégradés lors du sinistre sont évacués dans les meilleurs délais.<br><br><u>3.4 Évacuation des déchets</u><br>Les déchets générés par le sinistre sont caractérisés, si besoin à l'aide d'analyses, triés et évacués vers des filières adaptées dans les meilleurs délais. L'exploitant conserve les justificatifs de ces opérations. |
| <b>Constats :</b><br><br><u>3.1 Levée de doute</u><br>Suite à l'accident, les activités du site ont été stoppées et les mesures de prévention suivantes ont été réalisées :<br>- 3 campagnes de mesures de concentration de gaz à l'aide d'un explosimètre au niveau des points bas du site (réseau et regards eaux pluviales et gaine technique)<br>- purge des réseaux d'oxygène et de gaz du site<br>- contrôle de l'alimentation électrique.<br>Ces mesures ont permis de montrer l'absence de gaz dans le réseau eaux pluviales après l'accident et de sécuriser le site pour éviter une reprise du sinistre ou un sur-accident pendant la phase d'arrêt (avant toute reprise d'activité).<br><br><u>3.2 Surveillance</u><br>Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une clôture autour du site avec contrôle d'accès. La zone du bassin de rétention des eaux pluviales est fermée par des barrières HERAS pour empêcher l'accès.<br>Les 3 campagnes de mesures de concentration de gaz à l'aide d'un explosimètre au niveau des points bas du site (réseau et regards eaux pluviales et gaine technique) réalisées dans le cadre de la levée de doute ont permis de réaliser une surveillance suite à l'accident avant la mise en place des mesures prises pour la reprise d'activité.<br><br><u>3.3 Évacuation des produits</u><br>L'exploitant a indiqué que l'accident n'a pas entraîné de dégradation de contenants de produits dangereux ou polluants ni de dispositifs de sécurité associés. La visite du site a permis de confirmer cette affirmation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>3.4 Evacuation des déchets</b><br>Les déchets générés par l'accident correspondent à des morceaux d'enrobé et des débris de plastiques solides.<br>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué attendre l'aval de son assurance pour procéder à leur évacuation, dans les filières appropriées. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs d'évacuation des déchets.                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                  |

N° 3 : APMU du 25/05/24

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de redémarrage - Essais de fonctionnement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Préalablement au redémarrage des installations, leurs équipements et infrastructures dont la défaillance pourrait conduire à un accident, à une pollution ou à des nuisances et susceptibles d'avoir été dégradés directement ou indirectement lors du sinistre font l'objet d'une vérification de leur état, si nécessaire d'une réparation, et d'une vérification de leur fonctionnement.<br>Ces opérations et leurs résultats sont enregistrés.<br>Cela concerne en particulier les installations et équipements suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• installations électriques,</li> <li>• équipements sous pression au titre de l'article L. 557-56 du code de l'environnement,</li> <li>• système de sécurité et de lutte contre l'incendie,</li> <li>• structure des bâtiments impactés par le sinistre</li> <li>• les réseaux et équipements mettant en œuvre du gaz pour l'ensemble du site à vérifier par une société disposant des agréments nécessaires.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>En compléments des essais et contrôles réalisés pour la mise en sécurité du site, l'exploitant a réalisé des tests d'étanchéité de ses réseaux gaz et oxygène, par une société compétente.<br>L'ensemble des opérations réalisées et des résultats ont été transmis à l'inspection.<br>De plus, l'exploitant a modifié une partie des installations pour éviter que le sinistre ne se reproduise dans le réseau eaux pluviales.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

N° 4 : APMU du 25/05/24

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions de redémarrage - Réseau d'eaux pluviales et bassin d'orage [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant s'assure de disposer des moyens nécessaires à la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ainsi qu'au confinement d'eaux polluées dont celles d'extinction d'incendie. Si les moyens existants s'avèrent insuffisants suite au sinistre, l'exploitant proposera des mesures compensatoires avant redémarrage comportant un échéancier de mise en œuvre.                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant prévoit l'utilisation du bassin actuel ayant subi le sinistre comme bassin de rétention ouvert. Cependant, cela suppose l'évacuation des déchets et la vérification de son étanchéité et du bon fonctionnement de la vanne de coupure. Du fait de l'attente de l'accord de l'assurance, ces actions n'ont pas été réalisées avant le redémarrage.                                                                            |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit procéder à l'évacuation des déchets présents dans le bassin de rétention, à la vérification de son étanchéité et du bon fonctionnement de la vanne de coupure. Dans l'attente, il doit prévoir des mesures compensatoires pour la collecte des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ainsi que le confinement d'eaux polluées dont celles d'extinction d'incendie. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

N° 5 : APMU du 25/05/24

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures palliatives                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dans le cas où le résultat de l'essai de fonctionnement ne serait pas satisfaisant, l'exploitant définit et met en place un dispositif palliatif assurant un même niveau de sécurité vis-à-vis des risques d'accident, de pollution ou de nuisance. Cette modification fait l'objet d'une analyse tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées:<br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br>Afin d'écartier le risque que le sinistre ne se reproduise, l'exploitant a mis en place des mesures palliatives, à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>- La déconnexion des avaloirs d'eaux pluviales situés à proximité de l'atelier de dérobinetage ;</li><li>- La mise en place d'un puisard recueillant ces eaux pluviales et potentiellement le propane issu du dérobinetage et dégazage des bouteilles.</li></ul> L'exploitant a expliqué que le gaz en phase liquide étant plus léger que l'eau, se retrouve au niveau supérieur du puisard, tandis que l'eau reste au fond de celui-ci, interdisant au gaz l'accès au réseau pluvial. Le gaz se trouvant en partie supérieure du puisard est laissé à l'air libre.<br>Le niveau d'eau du puisard est régulée par une pompe qui refoule le surplus d'eau dans le réseau pluvial. |



Un capteur GPL a été installé dans le réseau d'eau pluviale en aval de l'atelier de dérobinettage. Ce capteur est relié à la centrale de surveillance et une alarme se déclenche automatiquement en cas de dépassement d'un niveau de GPL supérieur à 20 % de la LIE ou en cas de défaut constaté (rupture du câble entre le détecteur et la centrale,...).

L'exploitant a également condamné les fosses des eaux pluviales au niveau de l'atelier de grenailage et de redressage des pieds.

Lors de la visite, l'inspection a constaté les travaux réalisés, mais également une forte odeur de Mercaptan, au niveau de l'atelier de dérobinettage et ses abords, témoignant de la présence de gaz. Des bouteilles de gaz étaient en plein dégazage lors de la visite. En effet, il s'avère que l'exploitant ne contrôle pas la quantité de gaz résiduel lors de la réception des bouteilles. Elles peuvent avoir une quantité de gaz non négligeable, ce qui a été confirmé par l'exploitant.

L'inspection fait remarquer que lors de la réunion du 4 juin 2024 à la sous-préfecture de Pontivy, l'exploitant s'était engagé, à ne traiter, en phase de reprise, que les bouteilles vides.

De plus, l'inspection s'interroge sur l'efficacité du puisard, où le gaz s'accumule et pourrait être source d'explosion, avec effet domino possible au niveau de l'atelier de dérobinettage voisin et du stockage de bouteilles.

De même, le positionnement du capteur GPL, permet de détecter la présence de gaz qu'en aval de la zone à risque.

Au regard de ces constats, l'inspection considère que les dispositifs palliatifs mis en place, visant à assurer un niveau de sécurité vis-à-vis des risques accidents, ne sont pas satisfaisants.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 7 jours

#### N° 6 : APMU du 25/05/24

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions de redémarrage - Phase de redémarrage

**Prescription contrôlée :**

Préalablement au redémarrage des installations, l'exploitant s'assure que celles-ci sont placées en position sûre (par exemple : système de conduite, position des vannes, absence de produit résiduel dans les tuyauteries ou dans les capacités, disponibilité des utilités, étalonnage des capteurs, dispositifs de sécurité opérationnels, nouvelles consignes transmises, ...).

L'exploitant définit les étapes et les opérations de redémarrage des installations, notamment celles devant faire l'objet d'une vigilance renforcée.

Les deux alinéas précédents font l'objet d'enregistrements (opérateurs, tâche, date, résultats, ...).

**Constats :**

En complément des contrôles pour la mise en sécurité du site, et des tests d'étanchéités réalisés, l'exploitant a procédé à des essais de fonctionnement du capteur de gaz installé dans le réseau d'eaux pluviales ainsi qu'à des essais de mise en service du puisard et à une surveillance de son bon fonctionnement.

L'inspection considérant que les mesures palliatives prises pour le redémarrage des installations sont insuffisantes, les installations ne sont pas placées en position sûre (absence de capteur de gaz dans le puisard et dans l'atelier de dérobinettage, zone de confinement du gaz créée dans le puisard...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 7 jours

N° 7 : APMU du 25/05/24

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 25/05/2024, article 5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dans le délai de 15 jours, l'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées un rapport d'accident. Celui-ci comporte a minima : <ul style="list-style-type: none"><li>• la chronologie des événements,</li><li>• l'analyse détaillée des causes et des dysfonctionnements ayant conduit au sinistre, la réflexion devant s'attacher à identifier jusqu'aux causes profondes,</li><li>• les effets du sinistre et de ses conséquences sur l'environnement et les personnes,</li><li>• les mesures prises ou envisagées vis-à-vis de chacune des causes identifiées pour éviter le renouvellement d'un sinistre similaire et pour remédier aux conséquences sur l'environnement et sur la santé de la population,</li><li>• une copie des rapports d'investigation réalisés,</li><li>• le cas échéant, un échéancier de réalisation des investigations complémentaires nécessaires,</li><li>• et la fiche complétée « accident » du Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels.</li></ul> Dans le cas où des investigations supplémentaires sont nécessaires et dans le délai de trois mois à compter de la réception des derniers résultats, l'exploitant met à jour le rapport d'accident et le transmet à l'Inspection des installations classées. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a transmis, le 6 juin 2024, un document intitulé « Mesures visant à répondre aux exigences fixées par l'Arrêté Préfectoral de Mesures d'Urgence du 25 mai 2024 ». Ce document reprend les éléments demandés dans le rapport d'accident.<br>L'origine « probable » de l'accident survenu le 24 mai 2024 est expliquée.<br>Il s'agirait d'une accumulation de gaz propane (gaz lourd) dans le réseau d'eaux pluviales jusqu'au bassin de récupération de ces eaux, l'inflammation étant encore d'origine inconnue (avec une hypothèse sur l'atelier de grenaillage).<br>L'origine de ce gaz se trouve, principalement, au niveau de l'atelier de dérobinettage des bouteilles de 13 kg, dont la quantité de gaz restant à la réception n'est pas contrôlée.<br>A ce jour, les causes de l'accident ont été analysées que de manière succincte et reposent sur des hypothèses non vérifiées.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit réaliser une analyse détaillée des causes et des dysfonctionnements ayant conduit au sinistre, la réflexion devant s'attacher à identifier jusqu'aux causes profondes. Notamment une modélisation du panache de gaz dans l'atelier dérobinettage doit être réalisée, afin de consolider l'hypothèse.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |



**N° 8 : Situation administrative**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/2012, article 1.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tableau de classement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Tableau de classement au titre des activités exercées sur le site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br><br><u>Rubriques n° 1220 (emploi et stockage d'oxygène) et n° 1412 (stockage de gaz inflammables) :</u><br>Par décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, les rubriques n° 1220 et 1412 ont été supprimées et remplacées respectivement par la rubrique n° 4725 pour un réservoir de stockage de 6 tonnes (soumis à déclaration) et par la rubrique n° 4718 pour un stockage de gaz de 44,9 tonnes (soumis à déclaration).<br><br>La quantité seuil bas au sens de l'article R.511-10 du code de l'environnement (SEVESO) est de 50 tonnes pour la rubrique n° 4718. Or, la règle des cumuls prend également en compte la quantité d'oxygène (rubrique n° 4725) qui est de 6 tonnes sur le site.<br>La somme de ces quantités est de 50,9 tonnes. Par conséquent le site SATS à St-Léry est potentiellement classé SEVESO seuil bas.<br>A noter que l'exploitant ne contrôle pas les bouteilles entrantes, ce qui laisse supposer que la quantité de gaz présente sur le site est supérieure à celle qui est indiquée sur l'arrêté préfectoral. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit se positionner sur les quantités susceptibles d'être présentes sur le site et sur les rubriques associées afin de mettre à jour son tableau de classement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 9 : Conformité au dossier de demande d'autorisation**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2010, article 1.3.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité à l'EDD                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les pratiques de l'exploitant n'étaient pas en adéquation avec la méthodologie décrite dans son étude de dangers de 2008.<br>En effet, l'exploitant ne s'assure pas de la quantité de gaz résiduel à la réception des bouteilles, pourtant indiqué dans son étude de dangers : « <i>par contrôle visuel et poids, les bouteilles pouvant contenir du gaz sont triées pour vidange sur rampe de récupération de gaz</i> ».<br>Cette absence de contrôle a été confirmée par l'exploitant et admet que certaines bouteilles ont une quantité de gaz supérieure à celle admise, comme indiqué dans l'étude de dangers : « <i>les bouteilles vides sont comptabilisées avec une masse de gaz forfaitairement prise à 5 % de la masse</i> ». |

contenue dans une bouteille pleine soit 650 gr pour les bouteilles de 13 kg et 1,75 kg pour les bouteilles de 35 kg ».

Enfin, la méthode de dérobinettage ne correspond pas entièrement à celle décrite dans l'étude de dangers, en effet cette opération devant s'effectuer dans une enceinte fermée.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 7 jours

#### N° 10 : Auto-surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2010, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Auto-surveillance des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

[...]

Par ailleurs, dans le cadre de la réduction des émissions diffuses de COV dans l'atelier de dérobinettage, l'exploitant réalisera avant le 30 septembre 2011 une évaluation des émissions au sein de cet atelier (émissions diffuses et canalisées), en lien avec l'étude technico-économique prévue à l'article 3.2.3.

Cette évaluation sera renouvelée annuellement et transmise dans le mois suivant sa réalisation à l'inspection des installations classées (rapport d'évaluation). L'exploitant fera part dans son rapport d'évaluation de ses commentaires sur l'avancement des démarches engagées dans le cadre de la réduction des émissions de COV de cet atelier (évolution, moyens mis en œuvre, gains attendus, objectifs à atteindre).

Au vu des résultats fournis et sur demande justifiée de l'exploitant, la fréquence de cette surveillance pourra être revue.

[...]

En cas d'impossibilité, liée aux équipements ou à l'activité, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

**Constats :**

L'étude technico-économique prévue à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 25 octobre 2010, n'a pas été réalisée par l'exploitant. Néanmoins une mesure des émissions de COV a été effectuée par la société DEKRA entre le 23 et le 25 janvier 2012.

Le rapport du 10 mai 2012, de la société DEKRA, indique des non-conformités sur plusieurs postes de travail, notamment :

- la cabine de peinture : 564,4 mgC/m<sup>3</sup> pour une VLE de 110,
- le poste de gazage : 2611,8,4 mgC/m<sup>3</sup> pour une VLE de 110,
- le four de peinture : 587,8,4 mgC/m<sup>3</sup> pour une VLE de 110,
- le dérobinettage : 9 927,6 mgC/m<sup>3</sup> pour une VLE de 110.

Suite à ces résultats, l'exploitant a déposé, le 22 avril 2013, un dossier de demande d'autorisation afin de transférer son activité vers un site voisin ; ce projet a été abandonné en 2016, bien que l'inspection ait instruit le dossier.

Suite à cet abandon, l'exploitant a fait réaliser un audit de conformité contenant un plan de gestion des solvants qui préconise :

- *amélioration du captage des résidus GPL dans les bouteilles en entrée (première source de rejets diffus) en améliorant l'atelier dérobinettage (récupération du GPL pour utilisation dans le process),*
- *remplacement du Four peinture BP dans le cadre d'un réaménagement de l'atelier peinture (gros consommateur de GPL et mauvais rendement d'où une forte concentration en rejet canalisé),*

- *modernisation de la ligne de traitement des casiers (grenaillage et peinture) afin de diminuer nos consommations de produits entrants.*

Le plan d'action émanant de l'audit de l'exploitant a retenu la mise en place d'un nouvel atelier de dérobinettage, or lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un apprentis vétuste, de plus, l'exploitant n'a pas transmis l'évaluation des émissions annuelle, au sein de cet atelier, comme indiqué à l'article sus-visé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 7 jours

